

Lyon-Turin, une affaire genevoise

RAIL Le nouveau tunnel ferroviaire de base du Mont-Cenis sera mis en service en 2033. Il raccourcira les déplacements entre la vallée du Rhône et Turin. Il devrait aussi doper les réflexions sur l'amélioration de la liaison Genève-Lyon

BERNARD WUTHRICH
X @bdwuthrich

Lorsqu'il n'est pas fermé pour travaux, le tunnel routier du Mont-Blanc est surchargé. Et le trafic est tout aussi dense à celui du Fréjus, qui, plus au sud, relie, à 1200 mètres d'altitude, le haut de la Maurienne à Bardonnèche, à l'ouest de l'Arc. Juste à côté de celui-ci se trouve le tunnel ferroviaire du Mont-Cenis, creusé en 1871. Mais la ligne est coupée depuis plus d'un an, à la suite d'un éboulement survenu en août 2023 dans la vallée de l'Arc. Elle ne sera pas remise en service avant le printemps 2025.

C'est dire s'il n'est pas simple de relier Genève à la région de Turin-Milan. Ce n'est donc pas sans raison que les acteurs de la Cité de Calvin suivent de près l'évolution des travaux de construction du tunnel ferroviaire de base du Mont-Cenis. Ce double boyau de 57,5 kilomètres reliera Saint-Jean-de-Maurienne à Suse, à une altitude de 500 mètres, en principe dès 2033.

La bataille du plus long tunnel du monde

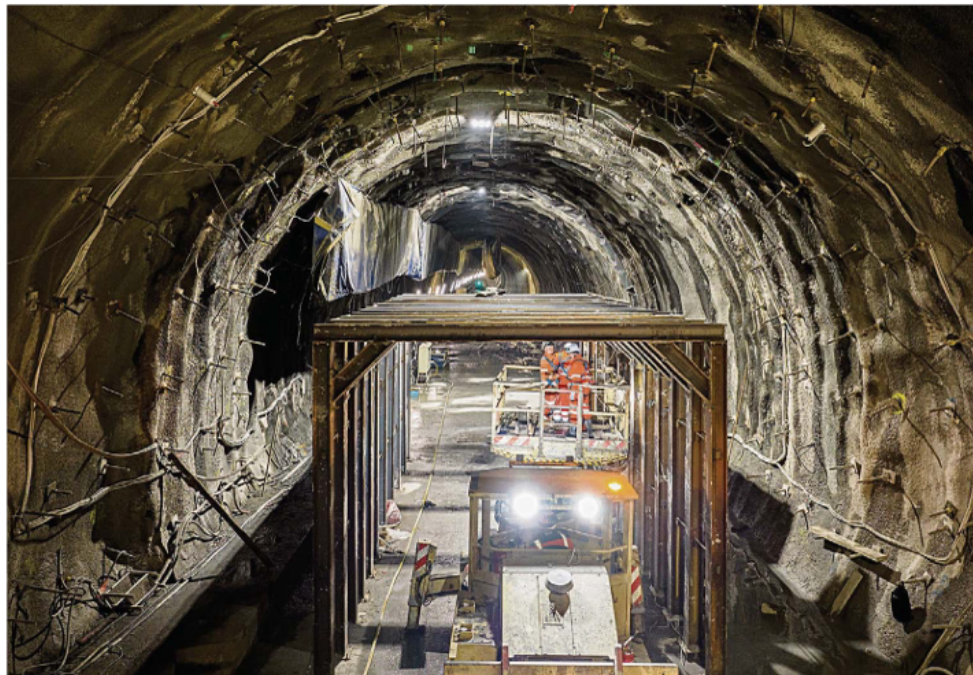
«Ce sera le plus long du monde», s'enflamme Manuela Rocca, directrice du développement durable et de l'environnement de la société constructrice TELT (Tunnel euralpin Lyon-Turin) lors d'une visite du chantier, à laquelle

Le Temps a participé. Il fera 400 mètres de plus que le Gothard. Celui du Brenner, annoncé pour 2032 entre l'Autriche et l'Italie, mesurera 57 kilomètres... mais il en promet 64 lorsque le contournement souterrain d'Innsbruck le parachèvera.

Laissons cette bataille de prestige de côté et revenons à Genève. Directeur de la Chambre de commerce et d'industrie franco-suisse, Romain Duriez attend beaucoup du TELT. «Nous devons décharger nos infrastructures archaïques saturées et donner un nouvel élan aux lignes ferroviaires. C'est essentiel si nous voulons développer le rail plutôt que l'avion au départ de Genève. Cela vaut pour les liaisons vers Londres comme celles vers l'Italie via Lyon. Cela exige que la liaison Genève-Lyon soit elle aussi améliorée», plaide-t-il.

Le conseiller d'Etat Pierre Maudet a souligné la nécessité de renforcer cet axe rhodanien lorsqu'il a présenté la stratégie de mobilité transfrontalière genevoise au récent congrès Rail 2024 à Bâle. «Nous y travaillons avec la SNCF, mais cela prendra du temps», confie de son côté Werner Ebert, responsable du trafic international au CFF, lors d'un entretien vendredi à Zurich.

Le TELT raccourcira d'environ une heure les temps de parcours entre Lyon et Turin pour les trains de voyageurs comme



Le double boyau de 57,5 kilomètres reliera Saint-Jean-de-Maurienne (F) à Suse (I). (SAINT-MARTIN-LA-PORTE, 2023/TEL LYON TURIN/MOUREAUX)

pour le fret. Il se révèle cependant d'une plus grande complexité que le Gothard et le Lötschberg, décidés et financés par la seule Suisse. Il implique deux régions, deux pays et l'Union européenne. Déclaré d'utilité publique en 2013, il est financé à 50% par l'UE, à 30% par l'Italie et à 20% seulement par la France, alors que l'essentiel du double tube – 45 kilomètres sur 57,5 – se trouve sur sol français. «L'Italie finance davantage car la France a plus de voies d'accès à aménager», justifie Josiane Beaud, présidente de la Commission intergouvernementale franco-italienne (CIG), qui pilote le projet sur le plan politique.

Le coût des travaux est estimé à environ 11 milliards d'euros, et il en faudra sans doute une fois autant pour les aménagements du côté français. Ce qui est déjà certain, c'est que ces accès ne seront pas achevés lorsque le tunnel de base sera ouvert en 2033. En

attendant qu'ils le soient, il faudra améliorer le tracé existant. Le nouveau parcours ne sera donc pas en mesure d'offrir avant plusieurs années la capacité maximale prévue.

«L'Italie ne ratera pas son rendez-vous, mais on ne peut exclure que la France le rate en partie»

STÉPHANE GUGGINO, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU COMITÉ POUR LA TRANSALPINE

Lobby réunissant les acteurs politiques et économiques, le Comité pour la Transalpine veille au grain. Il s'assure que les auto-

rités, très changeantes en France, respectent les engagements pris par leurs prédécesseurs. Son délégué général, Stéphane Guggino, livre cependant ce constat: «L'Italie prévoit 167 trains de marchandises par jour, ce qui représente 25 millions de tonnes par an, voire 40 millions à terme. Or, comme les accès ne seront pas encore réalisés du côté français, il faudra compter avec moins de 100 convois par jour, soit 5 à 6 millions de tonnes.»

Respecter les engagements

En principe, les terrains prévus pour les accès entre Lyon et la vallée de l'Arc, en amont de Chambéry, sont réservés, au moins jusqu'à l'échéance de la DUP en 2028. Mais on ne peut exclure de nouvelles exigences environnementales ou riveraines. Chef de projet chez Implemia – l'une des entreprises suisses impliquées dans la construction du TELT –,

Alexander Heim en sait quelque chose: «L'acceptabilité de tels projets est aujourd'hui une question majeure. Tout le monde dit «oui, mais pas chez moi». Nous devons par exemple ajouter des équipements tels que des hangars acoustiques permettant de préserver les riverains du bruit», explique cet «ancien» du Gothard et de la centrale valaisanne de Nant de Drance.

A Genève, Romain Duriez veut rester confiant: «Il faut qu'à Paris on saisisse bien l'importance nationale et européenne de ces voies d'accès», espère-t-il. Si l'UE s'est dite prête à financer 50% de leur coût, les finances françaises, elles, sont au plus mal. «L'Italie ne ratera pas son rendez-vous, mais on ne peut exclure que la France le rate en partie», avertit Stéphane Guggino. Josiane Beaud compte sur la présence d'un Savoyard à Matignon pour que tel ne soit pas le cas. ■

Elections sous tension en Géorgie

CAUCASE Le parti pro-russe Rêve géorgien a remporté les législatives dimanche avec 54,08% des voix. L'opposition et les observateurs occidentaux dénoncent des pressions et des inégalités

ATS

Le parti au pouvoir a remporté les élections législatives en Géorgie. Mais l'opposition pro-occidentale a fustigé un scrutin «volé» et les observateurs internationaux ont dénoncé hier des «pressions» sur les électeurs.

L'opposition clame que cette victoire rapproche ce pays du Caucase de Moscou et l'éloigne d'une adhésion à l'Union européenne, objectif si précieux aux yeux d'une grande partie de la population qu'il est inscrit dans sa Constitution.

«Agressions physiques»

Rêve géorgien a remporté 54,08% des voix, contre 37,58% à la coalition pro-européenne, selon le dépeillement réalisé dans plus de 99% des circonscriptions, a précisé la commission électorale centrale, selon laquelle le scrutin s'est «déroulé dans un environnement calme et libre», malgré plusieurs incidents largement relayés sur les réseaux sociaux.

Le scrutin dans ce pays du Caucase a été «entaché par des inégalités [entre candidats, ndlr], des pressions et des tensions», ont toutefois estimé hier les

observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de l'OTAN ou encore d'organes de l'UE.

Le parti au pouvoir bénéficiait de «nombreux avantages», notamment financiers, il y a eu des cas d'achats de votes, des atteintes au «secret du vote», ont-ils énuméré, tandis qu'un de ces observateurs, le député européen espagnol Antonio Lopez-Isturiz White, a regretté un «recul de la démocratie» en Géorgie.

Les observateurs du Parlement européen ont, eux, indiqué avoir été témoins de cas de «bourrage d'urnes» et d'«agressions physiques» à l'encontre d'observateurs.

Dans la nuit, l'opposition, qui avait initialement revendiqué la victoire sur la foi de sondages à la sortie des urnes, avait refusé de concéder sa défaite. «Nous ne reconnaissons pas les résultats faussés d'élections volées», a déclaré lors d'une conférence de presse Tina Bokuchava, cheffe du Mouvement national uni (MNU), un des quatre partis de la coalition d'opposition.

Le gouvernement devrait disposer de 91 sièges sur 150 au parlement. Une majorité suffisante pour gouverner mais sous la barre des trois quarts qu'il voulait obtenir pour modifier la Constitution et, en vertu de son projet, interdire les partis d'opposition pro-occidentaux.

La présidente géorgienne Salomé Zourabichvili, pro-occidentale et en rup-

ture avec le gouvernement, a estimé dimanche que son pays avait été victime d'une «opération russe spéciale» lors d'élections législatives qu'elle considère comme truquées. Le pays entre «dans une période d'instabilité», a nuancé Gela Vasadzé, du centre d'analyse stratégique sur la Géorgie, jugeant les espoirs européens du pays «évanouis».

La Géorgie a été secouée en mai par de grandes manifestations contre une loi sur «l'influence étrangère», inspirée d'une législation russe sur les «agents de l'étranger» utilisée pour écraser la société civile. Bruxelles a gelé dans la foulée le processus d'adhésion à l'UE et les Etats-Unis ont pris des sanctions contre des responsables géorgiens.

Orban en visite

Le premier ministre hongrois, Viktor Orban, le seul dirigeant d'un Etat membre de l'UE resté proche de Moscou, était l'un des rares à avoir réagi au résultat du scrutin dans ce pays du Caucase, félicitant dès samedi le parti Rêve Géorgien de son «écrasante victoire». Il est attendu en Géorgie ce lundi pour une visite officielle de deux jours, a annoncé le gouvernement géorgien hier.

Depuis Bruxelles, Charles Michel, le président du Conseil européen, a exhorté les autorités électorales de la Géorgie à «enquêter» sur des «irrégularités» dans les législatives. ■

MAIS ENCORE

L'ex-président géorgien pro-occidental Mikheil Saakachvili, aujourd'hui emprisonné et très critique du gouvernement, a appelé hier à des «manifestations massives» après la victoire du parti au pouvoir «Nous devons montrer au monde que nous luttons pour la liberté et que nous sommes un peuple qui ne tolère pas l'injustice», a-t-il déclaré sur Facebook. (AFP)

Le Japon sanctionne le parti au pouvoir

LÉGISLATIVES Le Parti libéral-démocrate (PLD) a perdu hier sa majorité à la Chambre basse du parlement japonais. Sévère défaite pour le premier ministre, Shigeru Ishiba

ATS

Le parti au pouvoir au Japon a perdu sa majorité à la Chambre basse du parlement lors de législatives dimanche, pour la première fois depuis 2009, selon des projections. Ce revers constitue un échec cuisant pour le nouveau premier ministre japonais, Shigeru Ishiba.

A l'issue d'une campagne où il a pâti d'une forte inflation au Japon et des retombées d'un scandale financier, le Parti libéral-démocrate (PLD) et son allié Komeito (centre droit) sont même «certains de ne pas atteindre la majorité» à eux deux, a affirmé lundi la télévision publique NHK sur la base de projections de sortie des urnes. Les deux alliés obtiendraient moins des 233 sièges nécessaires pour gouverner sans avoir à négocier avec d'autres partis, selon NHK.

Un tel résultat serait quasi inédit dans l'histoire du PLD, qui

a réussi à se maintenir au pouvoir presque sans interruption depuis 1955. La défaite s'annonce sévère pour Shigeru Ishiba, 67 ans, devenu premier ministre le 1er octobre. «Nous avons été sévèrement jugés», a-t-il déclaré à la chaîne de télévision publique NHK. Les électeurs «ont nettement exprimé leur volonté de voir le PLD réfléchir [aux causes de sa défaite] et devenir un parti agissant en ligne avec la volonté du peuple», a-t-il ajouté.

Démission?

Le PLD peine à tourner la page d'un scandale de «caisses noires», qui avait déjà contribué à l'impopularité du précédent premier ministre, Fumio Kishida. Shigeru Ishiba est également critiqué pour avoir fait marche arrière sur plusieurs sujets depuis son élection. Des médias locaux prédisaient avant le vote qu'il pourrait quitter son poste en cas de défaite électorale.

Le Parti démocratique constitutionnel (PDC), principale force d'opposition, a nettement renforcé sa présence au parlement, selon la NHK. ■